

cette route, poursuit en direction de Saint-Nicolas jusqu'à 800 m avant « Ossenhoek » et à partir de cet endroit, suit le chemin de terre conduisant à « Hof te Voorde », puis le chemin qui aboutit à la rue dite « BEEKstraat », sur la route Saint-Nicolas-Hulst.

La ligne continue vers l'est en direction de Sint-Pauwels, prend la chaussée de Sint-Pauwels, prend la chaussée de Sint-Gillis-Waas jusqu'à la voie ferrée Malines-Terneuzen qu'elle longe en direction de Saint-Nicolas jusqu'au hameau dit de « Geinsteinde »; elle emprunte, vers l'est, la route conduisant à « Vrouweneekhoek », jusqu'à sa jonction avec la route Vrouweneekhoek-Dagsterre qu'elle suit sur 200 m en direction de Dagsterre, et prend alors vers l'est, suit sur 200 m en direction de Zevenceekhoek, suit le chemin de terre conduisant à « Drie Linden », par le « Gijselmolen », puis le chemin de terre passant par le « Schallenhuis », jusqu'au chemin de terre reliant le hameau de BEEKstraat à Nieuwkerken-Waas; elle prend ce chemin vers le sud sur 200 m et oblique de nouveau vers l'est en suivant un chemin de terre qui conduit à la route Saint-Nicolas-Kieldrecht.

La ligne prend la route de Saint-Nicolas à Kieldrecht sur 300 m vers le nord, oblique vers l'est en suivant un chemin pavé conduisant à Bautenshoek et prend alors, vers le sud, un chemin de terre aboutissant au chemin de terre qui relie Nieuwkerke-Waas à Tijskenshoek; la ligne suit ce chemin de terre jusqu'à IJzeren Hand, en passant par Tijskenshoek; elle passe à Halve dreef, oblique vers le sud jusqu'à la route de l'Etat Gand-Anvers, à la limite est de la commune de Beveren-Waas; elle suit la route de l'Etat en direction de la commune de Melsele, pour la quitter avant d'arriver à cette commune et suivre, vers le sud, un chemin pavé conduisant à Beekmolen, jusqu'à son intersection avec la chaussée pavée suivante, qu'elle emprunte vers l'est sur 500 m, jusqu'au-delà du « Molenbeek », pour suivre alors, vers le nord, la digue qui ramène à la grand-route; elle suit la grand-route Gand-Anvers jusqu'à la digue militaire, suit cette dernière vers le sud-est jusqu'à la voie ferrée Gand-Anvers qu'elle suit sur 600 m; elle emprunte alors la chaussée d'Eiken, pour atteindre Burght en suivant un chemin de terre franchissant le Borghsebeek et passant à Krabbenhoek. La ligne longe la limite nord de la commune et atteint la chaussée de Rupelmonde qu'elle suit jusqu'au débarcadère militaire du fort de Kruibeke.

Art. 3. Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Grasse (Alpes-Maritimes), le 23 janvier 1958.

BAUDOIN.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,

R. LEFEBVRE.

Le Ministre des Travaux publics et
de la Reconstruction,

De Minister van Openbare Werken en
van Wederopbouw,

O. VANAUDENHOVE.

30 JANVIER 1958.
Arrêté royal portant règlement général de police
des polders et des wateringues.

184.1/2 — 5864

30 JANUARI 1958.
Koninklijk besluit houdende algemeen politiereglement
van de polders en van de wateringen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gelet op de wet van 5 Juli 1956 betreffende de wateringen, gewijzigd bij de wet van 3 Juni 1957, inzonderheid op artikel 109;

Gelet op de wet van 3 Juni 1957 betreffende de polders, inzonderheid op de artikelen 111 en 114;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en van Onze Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw,

Hebben Wij besloten en beschlossen Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de cabvearbaar waterlopen die zich in het gebied van polders en wateringen bevinden, gelden dezelfde bepalingen als zijn neergelegd in de hoofdstukken IV en V van de wet van 7 Mei 1877, met uitzondering van de artikelen 26, eerste lid, 30 en 31, en met hiernavolgend voorbehoud;

§ 2. De in artikel 23 van die wet bedoelde machting wordt door de bestendige deputatie eerst verleid na advies van het bestuur van de polder of van watering, naar gelang van het geval;

§ 3. Voor het openen van sluizen, val- en vteugeldeuren, moeten

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 juillet 1956 relative aux waferingues, modifiée par la loi du 3 juin 1957, notamment l'article 109;

Vu la loi du 3 juin 1957 relative aux polders, notamment les articles 111 et 114;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1. Les cours d'eau non navigables situés dans les circonscriptions des polders et des wateringues, sont régis par des dispositions identiques à celles des chapitres IV et V de la loi du 7 mai 1877, à l'exception des articles 26, alinéa 1^{er}, 30 et 31, et sous les réserves suivantes;

§ 2. L'autorisation prévue à l'article 23 de cette loi n'est accordée par la députation permanente qu'après avis de la direction du polder ou de la wateringue, selon le cas;

— 184.1/2 — 5864

En cas d'urgence ou lorsque les eaux dépassent la hauteur du clou de jauge, ils sont également tenus d'obéir aux injonctions des gardes, des gardes-digues et des éclusiers et, à défaut de ces agents, du receveur-griffier;

§ 4. La députation permanente n'use de la faculté prévue à l'article 26, alinéa 2, de cette loi, qu'après avoir pris l'avis de la direction du polder ou de la wateringue, selon le cas;

§ 5. La direction du polder ou de la wateringue, selon le cas, est substituée à l'administration communale et au collège échevinal pour l'exécution des missions prévues à l'article 29 de la même loi;

§ 6. Un recours au Roi pourra être exercé contre les décisions de la députation permanente prévues aux §§ 2 et 4, par la direction du polder ou de la wateringue, selon le cas, dans les dix jours de la notification de la décision.

Art. 2. La police des plantations, constructions et autres ouvrages le long des cours d'eau non navigables, situés dans les circonscriptions des polders et des wateringues est régie par des dispositions identiques à celles des règlements provinciaux relatifs au même objet sous réserve que les attributions confiées par ces règlements au collège des bourgmestre et échevins sont exercées par la direction du polder ou de la wateringue, scion le cas.

Dans les wateringues ou les polders dont la circonscription s'étend sur le territoire de plus d'une province, les règlements provinciaux visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux de la province désignée par le Roi en exécution de l'article 104 de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues et de l'article 103 de la loi du 3 juin 1957 relative aux polders.

Art. 3. En ce qui concerne les voies d'assèchement et d'irrigation non visées aux articles 1^{er} et 2, situées dans la circonscription des polders et des wateringues, il est interdit :

1° d'établir, de supprimer ou de modifier aucun pont, écluse, barrage, batardeau et généralement aucun ouvrage permanent ou temporaire sans une autorisation de la direction;

2° d'en déplacer ou modifier le lit ou les berges ou de préjudicier d'une façon quelconque, notamment par des empiétements, par des dépôts ou par l'enlèvement de plantations, de gazons, terre, boue, sable, gravier ou autres matériaux à leur état normal et régulier sans une autorisation de la direction;

3° d'enfreindre les conditions mises à l'octroi de ces autorisations;

4° d'obstruer l'écoulement normal des eaux, notamment en y jetant ou en y déposant des objets quelconques;

5° de dégrader, d'abaisser ou d'affaiblir de quelque manière que ce soit les berges ou les ouvrages qui y sont établis, sauf l'autorisation prévue aux 1^{er} et 2^o;

6° d'y pratiquer la pêche sans une autorisation de la direction.

Art. 4. En ce qui concerne les digues et les dunes faisant partie du domaine des polders et des wateringues, il est interdit :

1° d'y faire des plantations ou des constructions, d'y établir aucun ouvrage permanent ou temporaire, de supprimer ou de modifier les plantations, constructions ou ouvrages existants sans une autorisation de la direction;

2° de les dégrader, abaisser ou affaiblir ou de préjudicier d'une façon quelconque, notamment par des empiétements ou par l'enlèvement de plantations, gazons, terre, sable, gravier ou autres matériaux, à leur état normal et régulier sans une autorisation de la direction;

3° d'y faire pâture ou d'y laisser séjournier des animaux, de quelque espèce qu'ils soient, sans une autorisation de la direction;

4° d'enfreindre les conditions mises à l'octroi de ces autorisations;

5° de passer sur ces digues ou dunes avec des attelages ou des voitures, à moins qu'elles ne soient aménagées à cet effet.

Les dispositions des n^os 1, 2, 3 et 4 du présent article sont également applicables aux chemins faisant partie du domaine des polders et des wateringues.

Art. 5. Il est interdit, sans autorisation de la direction, de pratiquer des fouilles, de creuser des puits, de placer des pompes, d'établir des abreuvoirs à moins de 10 mètres des cours d'eau, voies d'assèchement et d'irrigation, digues et dunes visées aux articles 1, 2, 3 et 4, ainsi que sur les terrains pourvus d'un réseau de drainage souterrain, de supprimer ou de modifier ces ouvrages.

L'extraction de la tourbe est interdite dans toute la circonscription du polder ou de la wateringue, sans une autorisation de la direction.

In spoedgevallen of wanneer het water de hoogte van de peilspijker overschrijdt, moeten zij insgelijks gehoor geven aan de bevelen van wachters, dijkwachters en sluismachters en, bij ontstentenis van deze beambten, van de ontvanger-griffier;

§ 4. De bestendige deputatie maakt van de in artikel 26, tweede lid, bedoelde macht eerst gebruik nadat zij het advies heeft ingewonnen van het bestuur van de polder of van de watering, naar gelang van het geval;

§ 5. Het bestuur van de polder of van de watering, naar gelang van het geval, komt in de plaats van het gemeentebestuur en het schepen-college voor de uitvoering van de in artikel 29 van dezelfde wet bedoelde opdrachten;

§ 6. Tegen de in de §§ 2 en 4 bedoelde beslissingen van de bestendige deputatie kan het bestuur van de polder of van de watering, naar gelang van het geval, bij de Koning in beroep komen binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing.

Art. 2. Voor de politie van de beplantingen, gebouwen en andere werken langsleien de in het gebied van de polders en wateringen gelegen onbevaarbare waterlopen, gelden dezelfde bepalingen als zijn neergelegd in de provinciale reglementen over hetzelfde onderwerp, met het voorbehoud dat de bevoegdheden welke die reglementen aan het college van burgemeester en schepenen opdragen, door het bestuur van de polder of van de watering, naar gelang van het geval, worden uitgeoefend.

In de wateringen of polders waarvan het gebied zich uitstrekkt over het grondgebied van meer dan een provincie, zijn de in lid 1 bedoelde provinciale reglementen deze van de provincie welke door de Koning wordt aangewezen ter uitvoering van artikel 104 van de wet van 5 Juli 1956 betreffende de wateringen en van artikel 103 van de wet van 3 Juni 1957 betreffende de polders.

Art. 3. Wat betreft de droogleggings- en bevloeiingswegen, welke bij de artikelen 1. en 2 niet zijn voorzien en welke in het gebied van de polders en van de wateringen gelegen zijn, is het verboden :

1° een brug, sluis, stuwdam, keerdam noch enig bestendig of tijdelijk werk aan te leggen, te verwijderen of te wijzigen zonder machting van het bestuur;

2° er de bedding of de oevers van te verplaatsen of te wijzigen of op enige wijze hun normale en geregelde staat te schenden, onder meer door innemingen, door neerzettingen of door het wegnehmen van beplantingen, van graszoden, aarde, slijk, zavel, kiezels of andere materialen, zonder machting van het bestuur;

3° de bij het verlenen van deze machtingen gestelde voorwaarden te overtreden;

4° de normale loop van het water te belemmeren, onder meer door er allerlei zaken in te werpen of te leggen;

5° de oevers of de werken die zich daarop bevinden op enige wijze te beschadigen, te verlagen of te verzwakken, behoudens de bij 1° en 2° voorziene machting;

6° er te vissen zonder machting van het bestuur.

Art. 4. Wat betreft de dijken en de duinen die van het domein van de polders of de wateringen deel uitmaken, is het verboden :

1° er beplantingen te doen, gebouwen of enig ander bestendig of tijdelijk werk op te richten, de bestaande beplantingen, gebouwen of werken te verwijderen of te wijzigen zonder machting van het bestuur;

2° ze te beschadigen, te verlagen of te verzwakken of, op enige wijze, hun normale en geregelde staat te schenden, onder meer door het wegnehmen van beplantingen, graszoden, aarde, zand, kiezels of andere materialen, zonder machting van het bestuur;

3° er dieren van gelijk welke soort te laten grazen of te laten lopen, zonder machting van het bestuur;

4° de bij het verlenen van deze machtingen gestelde voorwaarden te overtreden;

5° op die dijken en duinen, met gespannen of met wagens te rijden, tenware zij daartoe aangelegd werden.

De bepalingen van n^os 1, 2, 3 en 4 van dit artikel zijn insgelijks van toepassing op de wegen die van het domein van de polders en de wateringen deel uitmaken.

Art. 5. Het is verboden, zonder machting van het bestuur, uitgravingen te doen, putten te graven, pompen te plaatsen of drenkplaatsen aan te leggen op minder dan 10 meter van de waterlopen, droogleggings- en bevloeiingswegen, dijken en duinen, bedoeld bij de artikelen 1, 2, 3 en 4, alsook op gronden die van een onderaards drainagennet voorzien zijn, deze werken te verwijderen of te wijzigen.

Het steken van turf is verboden in gans het gebied van de polder of van de watering, zonder machting van het bestuur.

Les prairies à pâture situées le long des cours d'eau, voies d'assèchement et d'irrigation, digues et dunes, doivent être pourvues d'une clôture établie de la façon et à la distance prescrites par la direction en vue d'empêcher tout passage du bétail.

Art. 6. Les riverains et les usagers sont tenus de livrer passage aux membres de la direction et du personnel du polder ou de la wateringue, aux fonctionnaires de l'Etat désignés par le Roi, ainsi qu'aux personnes chargées de l'exécution des travaux ordonnés par le polder ou la wateringue.

Ils doivent laisser déposer sur leur terrains les matières enlevées des cours d'eau et voies d'assèchement ou d'irrigation et les matériaux nécessaires pour l'exécution des travaux.

Art. 7. La direction du polder ou de la wateringue peut, en tous temps, retirer les autorisations qu'elle aura données en vertu des articles 3, 4 et 5, ou en modifier les conditions d'octroi, lorsque les plantations, constructions ou ouvrages autorisés nuisent aux intérêts du polder ou de la wateringue.

Elle peut prescrire les travaux nécessaires pour faire cesser le dommage ou pour prévenir le retour du dommage causé par des plantations, constructions ou ouvrages autorisés ou existants sans autorisation.

Sans préjudice des peines prévues à l'article 9, les travaux prescrits pourront être exécutés d'office par le polder ou la wateringue, si le propriétaire ou l'usager refuse ou néglige de les exécuter. Dans ce cas, la dépense sera récupérée à charge du propriétaire ou de l'usager selon le mode établi pour le recouvrement de l'impôt de poldérien ou de l'impôt au profit de la wateringue.

Art. 8. Un recours pourra être exercé auprès de la députation permanente contre les décisions prises par la direction du polder ou de la wateringue, en vertu des articles 3, 4, 5 et 7. Ce recours devra être exercé dans les dix jours de la notification de la décision.

Art. 9. Sans préjudice des peines plus sévères prévues par le Code pénal, notamment les articles 549 et 550, et par les lois particulières, notamment la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution, et la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de un franc à vingt-cinq francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1958.

Art. 11. Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1958.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

CHERATTE.
CONSEIL COMMUNAL. — TRAITEMENT DES SECRÉTAIRES
ET RECEVEUR COMMUNAUX. — ANNULATION.

Un arrêté royal du 16 décembre 1957 annule, comme étant prise en méconnaissance des dispositions des articles 111 et 122 de la loi communale, la délibération du 31 juillet 1957, par laquelle le conseil communal de Cheratte fixe les échelles des traitements des secrétaire et receveur communaux, ainsi que les traitements individuels des titulaires de ces grades, à partir du 1^{er} janvier 1955.

NEUFVILLES.
CONSEIL COMMUNAL. — DÉLIBÉRATION. — ANNULATION.

Un arrêté royal du 10 décembre 1957, pris en vertu des articles 86 et 87 de la loi communale, annule la délibération du conseil communal de Neufvilles

Graasweiden welke langsbeen deze waterlopén, droogleggings- en bevloeiingswegen, dijken en duinen gelegen zijn, moeten voorzien zijn van een afsluiting opgericht op de wijze en op de afstand door het bestuur voorgeschreven ten einde elke doorgang van het vee te beletten.

Art. 6. De aangelanden en de gebruikers zijn verplicht doorgang te verlenen aan de leden van het bestuur en van het personeel van de polder en van de watering, aan de door de Koning aangewezen Rijksambtenaren, alsmede aan de personen belast met de uitvoering van door de polder of de watering bevolen werken.

Zij moeten op hun gronden de uit de waterlopén en uit de droogleggings- en bevloeiingswegen opgehaalde stoffen en de voor de uitvoering der werken nodige materialen laten plaatsen.

Art. 7. Het bestuur van de polder of van de watering kan, te allen tijde, de machtigingen intrekken welke zij verleend heeft krachtens de artikelen 3, 4 en 5, of er de toekenningsvoorwaarden van wijziging, wanneer de toegelaten beplanting, gebouwen of werken schadelijk zijn voor de belangen van de polder of van de watering.

Het mag de nodige werken voorschrijven om de schade te doen ophouden, veroorzaakt door de toegelaten of bestaande beplantingen, gebouwen of werken, of om de terugkeer van de schade te voorkomen.

Onvermindert de bij artikel 9 voorziene straffen kunnen de voorgeschreven werken ambitshalve door de polder of de watering worden uitgevoerd, zo de eigenaar of de gebruiker weigert of nalaat die uit te voeren. In dat geval wordt de uitgave ten bezware van de eigenaar of van de gebruiker teruggevorderd volgens de voor de invordering van de polderbelasting of van de watering vastgestelde wijze.

Art. 8. Beroep kan worden ingesteld bij de bestendige deputatie tegen de beslissingen getroffen door het bestuur van de polder of van de watering, krachtens de artikelen 3, 4, 5 en 7. Zulk beroep moet binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing ingesteld worden.

Art. 9. Onvermindert de strengere straffen voorzien bij het Strafwetboek, inzonderheid der artikelen 549 en 550, en door de bijzondere wetten, inzonderheid de wet van 11 Maart 1950 op de bescherming van de wateren tegen ontreiniging, en de wet van 1^{er} Juli 1954 op de riviervisserij, worden de overtredingen van de bepalingen van dit reglement gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen, en met geldboete van één frank tot vijf en twintig frank of met een van die straffen alleen.

Art. 10. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 Maart 1958.

Art. 11. Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Openbare Werken en van Wederopbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 Januari 1958.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,

R. LEFEBVRE.

Le Ministre des Travaux publics
et de la Reconstruction,

De Minister van Openbare Werken
en van Wederopbouw,

O. VANAUDENHOVE.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

CHERATTE.
WEDDE GEMEENTESCRETARIS EN GEMEENTEONTVANGER.
RAADSBEKLISNING VERNETIGD.

Bij koninklijk besluit dd. 16 December 1957 is vernietigd, wegens miskenging van het bepaalde in de artikelen 111 en 122 van de gemeentewet, de beslissing dd. 31 Juli 1957 van de gemeenteraad van Cheratte tot vaststelling, met ingang van 1 Januari 1955, van de weddeschalen voor de gemeentesecretaris en de gemeenteontvanger, alsmede van de individuele wedden van de titularissen der bedieningen.

NEUFVILLES.
GEMEENTERAADSBEKLISNING VERNETIGD.

Bij koninklijk besluit dd. 10 December 1957, genomen krachtens de artikelen 86 en 87 van de gemeentewet, is vernietigd de beslissing dd. 30 Augustus 1957, waarbij de gemeenteraad van Neufville, in overeenkomst tot aanneming van de lagere en bewaarschoude uitspraak nr. 85, goedkeurt.